

LA CROISSANCE ECONOMIQUE ET SES RETOMBÉES SUR LA POPULATION CONGOLAISE

Ismaël Mughumalewa Kakombi

Université Francophone de Grands Lacs

ismaelkakombi@gmail.com

Résumé

La croissance économique est fondée sur la capacité d'un pays à favoriser la hausse en long terme de la production des biens, avec un progrès technique dont les techniques sont amplement et efficacement appliquées grâce aux innovations qui favorisent le développement. Il faut aussi procéder à des adaptations institutionnelles et idéologiques pour que les innovations suscitées par l'accumulation progressive des connaissances humaines aboutissent à des résultats appropriés.

Pour réaliser la production des biens, le point de départ est la dépense de consommation suscitée par le revenu des ménages. Les ménages procèdent à la demande des biens sur le marché, en réponse à cette demande, les entreprises produisent des biens en fonction de la loi de l'offre et la demande afin de fixer des prix satisfaisant les deux parties.

Par la méthode comparative, appuyée par les techniques d'analyse documentaire, l'observation directe et participative, nous pourrions démontrer si la croissance économique réalisée en RDC pendant la période de 2013-2019 a découlé de la production des biens, qu'elle était réelle ou illusoire et qu'elle a eu oui ou non, des effets bienfaisants sur le vécu quotidien de la population. La conclusion contiendra de suggestions pour l'éveil de l'économie nationale congolaise.

Mots-clés : *Croissance économique, Produit Intérieur Brut, Démographie, Diversification de l'économie, Justice sociale et ré distributive, Loi de l'offre et de la demande*

Abstract

Economic growth is based on a country's ability to foster long-term increases in the production of goods, with technological progress being broadly and effectively applied through innovations that promote development. Institutional and ideological adjustments are also required to ensure that innovations generated by the progressive accumulation of human knowledge lead to appropriate outcomes. The starting point for the production of goods is consumption expenditure driven by household income. Households demand goods from the market, in response to this demand, firms produce goods according to the law of supply and demand in order to set prices that satisfy both parties. Through the comparative method, supported by documentary analysis techniques, direct and participatory observation, we could demonstrate whether the economic growth achieved in the DRC during the 2013-2019 period resulted from the production of goods, whether it was real or illusory and whether it had, yes or no, benefits on the daily life of the population. The conclusion will contain suggestions for the awakening of the Congolese national economy.

Keywords: *Economic growth, Gross Domestic Product, Demographics, Economic Diversification, Social and distributive justice; Law of Supply and Demand*

0. Introduction

0.1 Problématique :

Pendant une longue période le pays a réalisé des taux de croissances économiques parmi les plus élevés de la planète (2014). Cependant, cette performance a-t-elle été justifiée par un accroissement de la production des biens et services ? Alors que pendant ce temps nous avons observé : la modicité du budget de l'Etat, le Produit Intérieur Brut dérisoire, la diminution progressive d'industries de transformation des biens de consommation directe, l'absence des infrastructures sociales adéquates, la chute des prix des matières précieuses par moments, la balance commerciale déficitaire, la guerre et l'insécurité persistantes dans certaines parties du pays. Cette croissance économique a-t-elle eu des répercussions bénéfiques sur le vécu quotidien des citoyens ?

0.2 Hypothèses :

Si le produit intérieur brut a augmenté d'une année à l'autre, alors la croissance économique a été réalisée, et elle pourrait avoir eu des effets sur la réduction de la pauvreté.

1. Méthodologie :

Pour vérifier notre hypothèse et atteindre l'objectif, nous avons fait recours à une seule méthode scientifique de recherche. Il s'agit de la méthode comparative, appuyée par deux techniques de recherche qui sont : l'analyse documentaire, l'observation directe et participative.

La méthode comparative nous a permis d'analyser, d'interpréter et de commenter les différentes données récoltées (les statistiques de la Banque Centrale du Congo essentiellement). La technique documentation, dans son volet statistique nous permet de nous baser sur les rapports annuels disponibles de la Banque Centrale du Congo pour obtenir des données réels et fiables à confronter avec certaines réalités de terrain.

2. Plan du travail :

Notre étude porte en première partie sur les agrégats qui concourent sur la croissance économique avant d'en étaler certains en deuxième partie dans un tableau statistique nous permettant enfin de tirer la conclusion conséquente.

3. Développement

3.1 Le contexte :

Pour réaliser la croissance économique, une combinaison d'agrégats macroéconomiques interviennent dont le Produit Intérieur Brut issu de la production des biens et services est comptée parmi les plus élémentaires, constituant d'ailleurs un préalable. La production est généralement tributaire du niveau d'injection de la masse monétaire en circulation sur le marché pour répondre aux besoins de la demande de consommation des biens. Il faut doter les citoyens d'un revenu (salaire ou autre) qu'ils dépensent dans l'achat des biens de consommation. Les ménages procèdent à la demande des biens auprès des producteurs, et pour répondre à cette demande, les entreprises produisent des biens et services qu'ils règlementent à la loi de l'offre et de la demande, qui fixe des prix satisfaisant les uns et les autres.

En situation actuelle pendant laquelle le revenu par habitant est bas pour susciter la demande de consommation des biens qui stimule les investissements et la production des biens et services, où la balance commerciale est déficitaire suite à la dépendance extérieure en produits vivriers et manufacturés à la suite de l'abandon des champs par les agriculteurs et fermiers lié à l'insécurité grandissante sur une bonne partie du pays, et la rareté d'industries de transformation des biens, à l'absence des infrastructures sociales adéquates sur tout le pays (route), avec la modicité du budget de l'Etat; le pays réussit à produire des statistiques satisfaisantes faisant état d'une augmentation du PIB et du taux de croissance économique.

Dans le présent travail, nous voulons confirmer la croissance économique réalisée et apprécier ses effets sur le vécu quotidien de la population pendant la période allant de 2013 à 2019.

Mais d'avance, les performances économiques réalisées auraient été plus théoriques que pratiques ; et d'aucuns n'ont vu son impact positif direct dans la vie de tous les jours. Certains faits visibles le démontrent, notamment l'accentuation du chômage, la non mécanisation de nombreux fonctionnaires à travers le pays. L'exploitation du présent thème nous permettra inlassablement de tirer des conclusions conséquentes.

3.2. Caractéristiques de la croissance économique

Elles sont 8 caractéristiques de la croissance économique moderne et ressortent de l'analyse fondée sur la mesure classique du produit national et de ses composantes, de la population, de la force de travail et de leurs composantes.

La première et la plus évidente des caractéristiques est constituée par les taux élevés de croissance du produit par tête et de la population dans le pays¹. L'indicateur le plus utilisé pour mesurer la croissance économique est le Produit Intérieur Brut (PIB).

Le produit intérieur brut (PIB) est l'un des agrégats majeurs des comptes nationaux. En tant qu'indicateur économique principal de mesure de la production économique réalisée à l'intérieur d'un pays donné, le PIB vise à quantifier — pour un pays et une année donnés — la valeur totale

¹ G.Bensaid, *et al*, *La nouvelle donne mondiale des années 90*, Ed. Nathan, Paris 1990, p11/575

de la production de richesse effectuée par les agents économiques résidant à l'intérieur de ce territoire (ménages, entreprises, administrations publiques)¹. Le PIB reflète donc l'activité économique interne d'un pays et la variation du PIB d'une période à l'autre est censée mesurer son taux de croissance économique.

Le PIB par habitant mesure le niveau de vie et, de façon approximative, celui du pouvoir d'achat car n'est pas prise en compte de façon dynamique l'incidence de l'évolution du niveau général des prix. Il diffère du revenu national brut (RNB)² qui ajoute au PIB (produit intérieur brut) les entrées nettes de revenus de facteurs en provenance de l'étranger (revenus de facteurs provenant du reste du monde diminués des revenus de facteurs payés au reste du monde).

Deuxième caractéristique : les dépenses de consommation augmentent généralement pendant les périodes de croissance économique. Pour cette caractéristique³, il y a présence de taux élevé d'accroissement de la productivité, c'est-à-dire de produit par unité de chacun des intrants, le principal facteur de production étant le travail ; là aussi les taux atteints sont des multiples des taux passés. Il s'agit d'une augmentation de la production et la consommation de biens et services : la plupart des gens ont accès à plus d'argent ; et plus l'argent est dépensé et consommé, plus l'économie se développe. En effet, la consommation engendre la demande des biens, qui à son tour stimule la production, qui alors appelle à l'investissement massif.

Au cours d'une expansion économique, davantage de ressources sont consommées et les entreprises connaissent des périodes généralement rentables. En outre, avec plus de profits, les entreprises peuvent être en mesure de trouver des façons novatrices d'utiliser plus efficacement les ressources. On peut distinguer plusieurs types de déterminants à la croissance : richesses naturelles, environnement extérieur, population, innovation³ (concept qui ne concerne pas seulement le progrès technique), investissement, connaissance.

La Troisième caractéristique concerne le rythme rapide des transformations structurelles de l'économie. Les aspects majeurs du changement structurel comprennent le déplacement de l'agriculture vers les professions non agricoles et, récemment, de l'industrie vers les services : le changement d'échelle des unités de production et un passage de l'entreprise personnelle à l'organisation impersonnelle des firmes, avec parallèlement un changement des statuts professionnels. On pourrait mentionner diverses autres modifications profondes concernant la structure de la consommation, la part relative des produits nationaux et des produits étrangers...

Les théories modernes de la croissance économique insistent sur le fait que la croissance est un processus permanent de l'innovation technologique, de la modernisation et de la diversification de l'industrie qui permet l'amélioration des différents types d'infrastructures et d'arrangements institutionnels qui constituent le contexte du développement de l'entreprise et la création qui peuvent être décrites brièvement comme transformation structurelle de l'économie.

Quatrième caractéristique : mutations rapides des structures sociales et de l'idéologie qui leur est apparente. L'urbanisation et la laïcisation viennent aisément à l'esprit comme éléments du

¹ A.Crutzen, C.Delhalle, *Cours d'Economie Politique*, Wesmael-charlier, Belgique, 1985, p239/264

² A.Crutzen, C.Delhalle, *idem*, p240

³ G.Bensaid, M.Bernard, C.Dargent, M.Drouet, C.D Echaudemaison, N.Pinot, *idem*, p11

processus de modernisation décrit par les sociologues. Il faut ajouter ici les pouvoirs techniques accrus, en particulier les moyens de transport et de communication. Les pays économiquement développés ont tendance à s'étendre au reste du monde : ils modèlent ainsi un seul monde, ce qui n'a jamais existé aux ères pré modernes.

Cinquième caractéristique : la diversification économique : les pays moins avancés devraient diversifier leur économie et diminuer leur dépendance aux exportations d'un seul produit ou d'une seule matière en développant leur propre industrie manufacturière. Car si les cours montent, l'augmentation de devises est temporaire jusqu'à une prochaine retombée. Tandis que lorsque le cours baisse, toute l'économie mono produit en souffre, et le pire s'observe lorsque cette unique marchandise n'est ni produite, ni utilisée ni consommée pour satisfaire le besoin du peuple. C'est le cas des produits miniers, exploités sur autorisation expresse ou monopole des Pouvoirs Publics, mais encore exportés à l'état brut et à vils prix.

Sixième caractéristique : l'équilibre de la balance commerciale : un pays qui aspire à la croissance économique crée en même temps des bonnes dispositions d'équilibre des échanges et réduit sa dépendance vis-à-vis de l'extérieur. La dégradation des termes de l'échange exprime des situations de baisse inéluctable du prix des produits des pays du Sud face à ceux des pays du Nord, ou plus objectivement entre produits des pays industrialisés et les produits des pays les moins avancés. Les pays qui exportent des produits primaires, (comme la plupart des pays en voie de développement) doivent importer de moins en moins pour un niveau donné d'exportation. Les États du Nord fabriquent des produits manufacturés, dont la technicité et les prix s'accroissent,

Septième caractéristique : La justice sociale : la répartition des richesses créées est faite équitablement dans une économie en croissance. Assurer un certain niveau de justice sociale constitue l'un des objectifs fondamentaux que l'on assigne à la puissance publique.

Un des éléments clés du développement économique est que les habitants du pays doivent être parmi les premiers participants au processus qui a amené ces modifications structurelles. L'intervention d'étrangers est possible, inévitable, mais elle ne saurait constituer l'essentiel.

La participation au processus implique la participation aux fruits de développement et à la production¹. Lorsque la croissance ne bénéficie qu'à une minorité prospère nationale ou étrangère, il n'y a pas développement, les milliards de devises générées parviennent à l'enrichissement d'un seul.

Huitième caractéristique : La croissance démographique : la croissance de la population se traduit dans un premier temps par un rajeunissement de la population, donc nécessite un certain nombre de dépenses (nourriture, santé, éducation...) ² prises en charge par la collectivité et non immédiatement productives. Elle oblige donc à des « détours d'investissement », freinant la croissance économique.

Une (trop) forte croissance démographique constitue un problème majeur lorsque les structures productives ne permettent pas de la prendre en charge. Et donc le taux de la croissance

¹ J.Muller, E.Rascol Sézérat, *Economie : sciences et technologies tertiaires*, Dunod, Paris 1993, p164/292

² A.Crutzen, C.Delhalle, *idem*, p105/264

démographique devra toujours être inférieur au taux de la croissance économique. Dans les Pays en Voie de Développement, la croissance démographique pose de nombreux problèmes : leur éducation, leur logement, leur alimentation et leur insertion sur le marché du travail sont des défis insurmontables pour de nombreux pays.

3.3. La croissance économique en RDC, de 2013 à 2019

3.3.1. Historique

Se penchant sur la situation post - coloniale de la RDC, l'une des observations qui frappe est la faillite économique et la misère sociale généralisée de la population. L'économie Congolaise présente le paradoxe le plus frappant du continent noir.

En effet, pays le plus potentiellement riche d'Afrique avec d'incomparables ressources minières, forestières et humaines, la RDC possède une économie parmi les moins performantes du continent ; entre 1990 et 2000, le taux de croissance moyen de son PIB était de - 6,5% alors que la population était en train de croître au taux de 3,4% par année.

Les querelles politiques des cinq premières années qui ont suivi l'indépendance (mouvement de rébellions, de récession et des guerres civiles) ont entraîné une destruction et un abandon important des infrastructures économiques du pays. Il s'agit notamment de la destruction et de l'abandon des voies de communications, des ponts, des usines, des plantations, des écoles, des hôpitaux, etc. Ce qui eut comme conséquences une hausse importante des prix intérieurs, un déséquilibre des paiements extérieurs et un quasi - épuisement des réserves de change, entraînant l'instauration d'un système de contrôles administratifs des importations et des paiements de plus en plus restrictifs et compliqués. Il en a donc résulté le détournement des ressources des activités productives vers les activités commerciales et spéculatives. Nonobstant ces constats tristes, une bonne partie des engagements du pays vis-à-vis de l'extérieur a été respectée pendant cette période.

A partir de 1966, le pays est entré dans une période de paix civile et sociale marquée par l'instauration de l'autorité de l'Etat et la réorientation de la politique économique. En effet, la réforme monétaire de juin 1967, conjugué avec la montée des cours du cuivre et de la confiance des nouveaux investisseurs, a entraîné un apport massif des capitaux ; et il s'en est suivi une croissance réelle du PIB de 7% en moyenne annuelle de 1968 à 1974.

L'histoire nous rappellera qu'en RD Congo, le feu Président Mobutu avait décidé, en 1974 de Zaïrianiser les entreprises industrielles appartenant aux expatriés pour les céder aux congolais qui n'avaient aucune notion sur la gestion de ces entreprises. Les résultats ont été catastrophiques.

Pendant des décennies, l'objectif principal des dirigeants de la RDC consistait en l'exploitation des ressources naturelles et la recherche d'une économie de rente, indépendamment des conséquences économiques pour le pays. Le résultat de cette politique a été un déclin continu de la croissance de l'économie. Pendant les années 1980, le taux de croissance moyen était d'un modeste 1.8% par an, passant à 5,1% dans les années 1990¹.

¹[Site de l'Ambassade de France en République Démocratique du Congo](#), Mise à jour : 21.02.17

3.3.2. Discussion relative aux caractéristiques de la croissance économique en RDC

Le bulletin mensuel d'informations statistiques de la Banque Centrale du Congo a été élaboré par la Direction de la Recherche et des Statistiques sous la responsabilité et la supervision de la Direction Générale de la Politique Monétaire et des Opérations Bancaires. Le tableau ci-dessous nous servira de base aux commentaires et observations.

Tableau 1 : Evolution de la croissance économique et de la population

Année	2 013	2 014	2 015	2 016	2017(p)	2018(p)	2019 ⁽¹⁾ (e)
Produit Intérieur Brut (à prix courant)							
(en milliards de CDF)	30 051,18	33 223,99	35 111,23	37 517,39	55 676,09	76 884,78	86 036,24
(en milliards de USD)	32,68	35,91	37,92	37,13	38,02	47,39	51,77
P.I.B./habitant (en USD courants)	457,51	487,13	498,45	473,18	469,62	567,39	598,90
Produit Intérieur Brut (2) (prix constants 2005)							
(en milliards de CDF)	9 219,71	10 092,84	10 790,88	11 049,79	11 461,61	12 128,81	12 690,33
(en milliards de USD)	19,46	21,30	22,78	23,32	24,19	25,60	26,79
Taux de croissance du P.I.B. (en %)	8,48	9,47	6,92	2,40	3,73	5,82	4,63
P.I.B. / habitant (en USD constant de 2005)	272,5	289,0	299,4	297,2	298,8	306,5	309,9
Taux de croissance du P.I.B / hab.(en %)	5,1	6,1	3,6	-0,7	0,6	2,6	1,1
Taux d'inflation fin période (*)	1,1	1,3	1,6	25,0	46,8	7,7	3,9
Taux d'inflation moyenne annuelle (*)	1,2	1,2	1,8	5,9	35,7	23,0	4,5
Population résidente (**) en milliers d'habitants	71 422	73 715	76 072	78 479	80 962	83 524	86 447
Taux de croissance population résidente	3,23	3,21	3,20	3,16	3,16	3,16	3,50

Source : BCC : Direction de Recherche et Statistiques, Service des Statistiques Economiques, déc 2019, p8/85

(*) Pour l'inflation en 2019, il s'agit respectivement des taux en glissement et en moyenne annuels calculés par la BCC à la 4^e semaine déc 2019.(**) Source : Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies.

(1) Estimations sur base des réalisations de production à fin septembre 2019.

(2) A partir de 2002, base 100=2005.

3.3.3. Commentaires

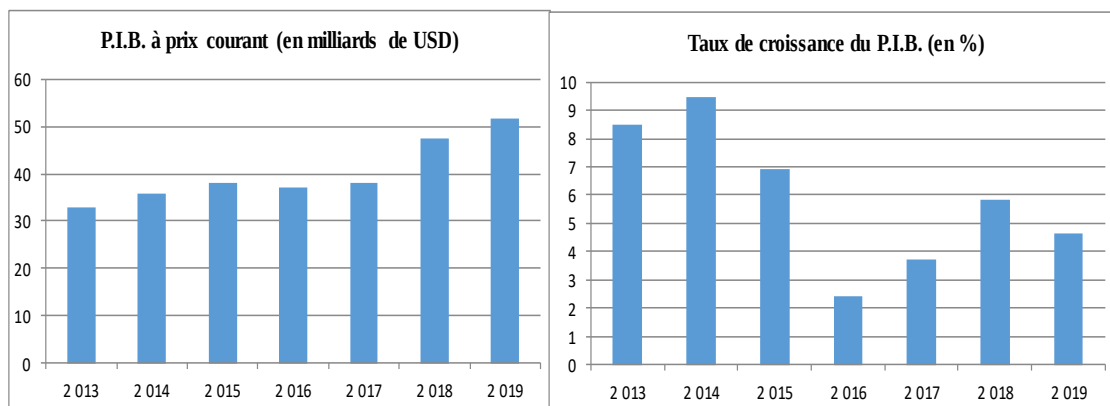
De ce tableau n°1, il ressort que le pays connaît une réelle performance économique en termes de croissance économique d'une année à l'autre. Elle est liée à la conjonction de plusieurs facteurs. Elle est principalement tirée par le secteur minier qui constitue le moteur de l'économie congolaise. Du point de vue de l'offre, cette croissance serait impulsée essentiellement par le dynamisme du secteur primaire, à travers les activités extractives.

Tableau 2 : Evolution du Produit Intérieur Brut et de la Croissance Economique

Année	2 013	2 014	2 015	2 016	2 017	2 018	2 019
P.I.B. à prix courant (en milliards de USD)	33	36	38	37	38	47	52
Taux de croissance du P.I.B. (en %)	8	9	7	2	4	6	5

Source : nous même à partir du tableau n°1

Graphique 1 : représentation graphique du PIB et de la croissance économique



Source : nous même à partir du tableau n°1

3.3.4. Analyse de la croissance économique

2013 : En dépit du contexte d'austérité et de reprise hésitante de l'économie mondiale, la croissance de l'activité économique en République Démocratique du Congo s'est poursuivie en 2013. En effet, le produit intérieur brut (PIB) a enregistré une croissance de 8,5 % contre 7,2 % en 2012. Cette vigueur de l'activité économique est essentiellement tributaire de la bonne performance des secteurs primaire et tertiaire, sous l'impulsion respectivement des industries extractives ainsi que des activités de commerce et de la téléphonie mobile¹.

2014 : l'économie congolaise a été marquée par la consolidation de sa croissance économique, dans un contexte d'austérité et de reprise hésitante de l'économie mondiale. Le produit intérieur brut (PIB), exprimé en termes réels, a en effet enregistré une hausse de 9,5 %, après celle de 8,5 % en 2013 ; niveau largement supérieur à la moyenne de 4,9 % notée au niveau de l'Afrique subsaharienne. Comme en 2013, la croissance économique est restée essentiellement soutenue par la bonne performance des secteurs primaire et tertiaire, au niveau de l'offre, et par l'absorption à travers la consommation privée, au niveau des emplois finals.

2015 : L'évolution de l'économie congolaise a été marquée par le ralentissement de l'activité économique en raison du maintien des cours des matières premières à des niveaux bas suite à la faiblesse de la demande mondiale. En effet, le taux de croissance économique s'est établi à 6,9 % revenant de 9,5 % en 2014. Au niveau de l'offre globale, cette situation a été consécutive à la contre-performance du secteur primaire, tandis qu'au niveau des emplois finals, elle a résulté de la baisse des investissements tant publics que privés².

¹ BCC, Rapport annuel 2013 ; lettre du Gouverneur de la BCC au Président de la République, p5

² BCC, Rapport annuel 2015 lettre du Gouverneur au Président de la République ;

2017 : L'activité économique a repris un trend haussier en 2017, après le ralentissement noté une année auparavant. En effet, l'économie congolaise a enregistré une croissance du PIB réel de 3,7 % en 2017 contre 2,4 % en 2016. Cette évolution tient d'un environnement extérieur plus favorable, caractérisé par la consolidation de l'activité économique dans les pays avancés. Il s'en est suivi une hausse de la demande des principaux produits miniers exportés par la R.D.C. et l'amélioration de l'investissement privé¹.

2018 : La croissance économique s'est poursuivie, en 2018, sur fond d'une conjoncture internationale encore favorable, marquée par l'embellie des cours des matières premières. En effet, le PIB réel a enregistré une croissance de 5,8 % après 3,7 % en 2017. Cette évolution a résulté essentiellement du dynamisme de l'activité de la branche « Extraction », au niveau de l'offre globale, et de celui de la branche « Exportations des biens et services », au niveau des emplois finals². L'activité économique a ainsi poursuivi son trend haussier en 2018, après la reprise observée l'année précédente.

2019 : En 2019, l'activité économique a évolué dans un contexte marqué, au plan national, par la dégradation de l'environnement sécuritaire dans certaines provinces ainsi que la résurgence de la maladie à virus Ebola dans la partie Est du pays et au plan international par la persistance des tensions commerciales entre la Chine et les Etats-Unis. A cet effet, les estimations de la croissance économique, sur la base des réalisations en fin décembre 2019, indiquent un taux de 4,6 % contre 5,8 % réalisé en 2018³.

D'une année à l'autre l'augmentation du produit intérieur brut par habitant n'a pas été trop sensible, et il y a eu recul par moments. Le PIB par habitant est à 598.9 \$ US pour l'année 2019, soit un revenu moyen journalier de $598,9/360 = 1,66$ \$ par jour.

Note : Cependant, en dépit de ce tableau n°1, la RDC devra poursuivre les réformes structurelles déjà entamées pour espérer renouer avec une croissance soutenue et durable, conduisant à une amélioration significative de l'emploi et à la réduction de la pauvreté.

3.3.5. *Croissance économique et production des biens*

En effet, la croissance économique réelle vient de la production. Il est possible de favoriser la production sachant que, pour l'essentiel, ce sont les entreprises qui produisent des richesses. Si les entreprises n'existent pas dans le pays, il n'y a pas production des biens, et par ricochet la croissance réelle n'est pas possible. Pour la RDC, un grand effort de création d'entreprises de production des biens doit être entrepris, ensuite créer les conditions de baisse des charges d'exploitation et l'intérêt de la banque pour que les entreprises puissent accroître leurs capacités de production.

Faute d'industries, la fonction publique est restée presque le seul employeur et les salaires limités au seul SMIG bénéficient aux seuls fonctionnaires mécanisés représentant des effectifs réduits. La politique de non salaire (fonctionnaires non mécanisés ou nouvelles unités) contribue à la

¹ Banque Centrale du Congo (BCC), d'après les données produites par la Commission des Etudes Statistiques et des Comptes Nationaux (CESCN). P28

² BCC : Rapport annuel 2018, lettre du gouverneur de la BCC au Président de la république, p5

³ BCC : Rapport sur la politique monétaire en 2019, p19

réduction de la dépense de consommation et ne favorise pas la demande des biens sans laquelle il n'y a pas d'offre de produits, pas de production des biens, il n'y a pas d'investissement et toute croissance économique sera apparente et sans impact sur le vécu quotidien de la population.

Dès lors les taux d'intérêts des banques ont pris un caractère mensuel et sont très élevés (3% le mois dans les coopératives d'épargne et de crédit (COOPEC) + frais études dossier) rendant les bénéficiaires incapables d'honorer les engagements de remboursement. Ainsi, le marché reste en sec car non arrosé par des billets de banque de manière ordonnée et suivi.

Diverses situations caractérisent l'économie congolaise à savoir : la baisse drastique de la production, le développement de l'économie informelle, les déficits chroniques du budget de l'Etat, ayant aggravé la précarité des conditions de vie de la population, la désarticulation du système des finances et la faillite de plusieurs établissements de crédit, et surtout le non contrôle des crédits accordés à l'économie nationale, l'écèlement de l'espace monétaire nationale et enfin la multiplicité des taux de change.

On retiendra deux causes explicatives de la crise de l'industrie en RD Congo : d'abord l'incapacité des industries de s'approvisionner en biens de production par manque de devises et ensuite la difficulté d'obtenir de matières premières d'origine locale à cause de l'insuffisance de moyens de transport intérieurs¹.

L'industrie en République démocratique du Congo est en chute libre depuis des décennies. Les données fournies par le Premier ministre, Sylvestre Ilunga Ilunkamba, le mercredi lors de la cérémonie de remise des prix aux investisseurs congolais indiquent qu'à ce jour, la RDC ne compte plus que 500 entreprises industrielles contre près de 9.000 en 1960². C'est surtout le secteur brassicole qui a résisté, avec ses conséquences sur la productivité d'un peuple géré sans rigueur.

En quête de l'émergence, la RDC ne peut se développer sans l'industrialisation. Et parler de croissance économique à presque 2 chiffres serait une intention. Étant un pays sous exploité, le Congo Kinshasa a donc une opportunité pour capitaliser toutes les potentialités et tous les fruits des intelligences congolaises dans les domaines de l'industrialisation et de créativité. Pour cela, il faudra palier préalablement les pesanteurs qui plombent le secteur de l'industrie en RDC, notamment le premier défi de la fourniture de l'énergie électrique pour le fonctionnement à plein régime des industries, car pendant tous les temps, le peu d'industries qui fonctionnent ne tournent pas à 100% faute de l'énergie nécessaire, pendant que le pays dispose de potentialités énergétiques parmi les plus grandes au monde à partir du barrage d'Inga.

3.3.6. La croissance économique et le mono produit

La RDC dispose d'atouts et d'opportunités qui peuvent lui permettre de réaliser des avancées significatives et durables en matière d'amélioration des conditions de vie de sa population. Elle dispose d'un potentiel considérable pour la diversification de l'économie. Cependant, la

¹ I.Mughumalewa Kakombi., *RDC, 12000 km d'autoroutes macadamisées pendant une mandature*, Edilivre France, juillet 2019. p57/95

² Données fournies par le Premier ministre, Sylvestre Ilunga Ilunkamba, le mercredi 19 déc 2019 lors de la cérémonie de remise des prix aux inventeurs congolais

production de biens est constituée quasiment de l'exploitation minière, alors que pour la plupart des matières sont vendues à l'état brut, c'est à dire sans aucune transformation, et donc à vil prix. Il faut diversifier les sources de revenus pour échapper aux aléas du marché.

Sa croissance repose essentiellement sur le secteur minier : le cobalt, le cuivre, le diamant, ... qui sont épuisables ; un segment qui produit du cash mais trop peu d'emplois. Résultat, le chômage reste très élevé, surtout parmi les jeunes, analyse le FMI¹.

Pourtant, le pays dispose d'un potentiel agricole exceptionnel et de conditions climatiques favorables au développement de plusieurs spéculations agricoles qui, exploitées rationnellement, pourrait nourrir une part importante de la population mondiale, sinon, toute l'Afrique. Dommage, le pays importe les denrées alimentaires, même les plus élémentaires. L'économie congolaise n'est pas assez diversifiée.

Le Gouvernement devra être conscient que tout progrès passera par la diversification de l'économie à travers l'amélioration de la compétitivité de l'investissement privé et la promotion de zones de croissance prioritaires, génératrices d'emplois.

3.3.7. Croissance économique et Démographie en RDC

En 1957, la R.D Congo comptait 13.174.883 habitants. 21.637.876 en 1970 et 30.729.329 en 1984. En l'absence d'une opération de collecte des données démographiques depuis 1984, de sources diverses estimatives on pense que la R.D.Congo compte actuellement plus de 80 millions d'habitants. La population congolaise n'a donc pas cessé de croître de manière inquiétante, avec un taux d'accroissement moyen annuelle de 3,23 %² pendant notre période d'études. Une inadéquation entre la croissance économique et la croissance démographique engendre des graves problèmes sociaux, notamment le chômage, la pauvreté, la déscolarisation, la précarité des logements, etc.

En effet, si la croissance démographique est plus rapide que la croissance du PIB, le PIB par habitant diminue, surtout que certaines activités ne sont pas prises en compte dans son calcul.

3.3.8. La croissance économique et le budget de l'Etat Congolais

Par sa politique budgétaire, l'Etat organise la redistribution en vue de la réduction de la pauvreté et des inégalités, et planifie les investissements³. Cependant, la RDC consacre peu de ressources budgétaires aux besoins sociaux de base, notamment la santé et l'éducation. Bien plus, le budget congolais est encore bas (moins de 10 milliards de dollars américains-souvent sa moitié) pour faire face à des dépenses de développement d'un pays-continent avec une population dense estimée actuellement à plus de quatre-vingt millions d'habitants, et appauvrie par les guerres répétitives. Dans ces conditions, une croissance économique, quelle que soit sa mesure, n'aura pas d'impact social visible sur le vécu quotidien de la population, encore que le revenu national n'ait été distribué équitablement au peuple.

¹ Banque Africaine de Développement, Document de Stratégie pays 2013-2017, Département Régional Centre (ORCE/CDFO), Juin 2013 ;

² Cf. tableau 1 : moyenne sur sept ans de notre étude ;

³ R.Bénad, Economie générale, Hachette, Paris 1982, p97/222

Cela étant, l'Etat devra mettre en place devant lui un vaste programme de politiques, compte tenu des nombreux obstacles qui lui restent à surmonter pour assurer une croissance réelle plus généralisée et plus solidaire. Il doit notamment mobiliser des recettes intérieures pour créer une marge de manœuvre budgétaire, notamment pour permettre les investissements appropriés dans les secteurs sociaux ; il doit aussi combler le déficit d'infrastructures¹ pour poser les jalons de la croissance future, et développer le secteur financier pour qu'il puisse pleinement contribuer à financer le développement dans le pays. Qu'une forte mobilisation des recettes publiques soit entreprise afin de régler le paradoxe frappant la RDC, pays potentiellement riche d'Afrique mais économiquement pauvre du continent.

3.3.9. *Croissance économique et justice sociale distributive*

Assurer un certain niveau de justice sociale constitue l'un des objectifs fondamentaux que l'on assigne à la puissance publique. La gouvernance économique qui favorise la distribution des revenus au sein de la population joue un rôle important dans la consolidation du lien entre croissance et réduction de la pauvreté humaine, grâce à la distribution de ses fruits en termes de revenus, d'accès élargi à l'éducation, la santé, les services sociaux de base comme l'eau potable et l'assainissement, et d'élimination des inégalités. La volonté de garantir une répartition équitable des richesses se justifie par le fait que de fortes inégalités ou de forts taux de pauvreté exercent d'importantes externalités négatives sur la collectivité dans son ensemble (criminalité, conflits sociaux et violences, ...).

La guerre perpétuelle qui écume la RDC dans sa partie Est pourrait tirer son origine dans l'absence de développement économique, le chômage de la quasi-totalité de la jeunesse, la non jouissance de la richesse nationale estimée énorme et incommensurable mais dont l'exploitant ne les associe pas au travail et aux externalités économiques des exploitations.

Global WITNESS², dans son rapport titré : « la paix sous tension : dangereux et illicite commerce de la cassitérite dans l'Est de la RDC », démontre que la RDC est un pays doté des richesses naturelles extraordinaires, mais dont la population n'a jamais profité. Il relève ensuite que la RDC a été au centre d'un phénomène qualifié de « guerre mondiale africaine ». Ses analyses montrent que les motivations de cette guerre étaient non seulement politiques et/ou ethniques, mais aussi économiques. Ce rapport montre ensuite que les principales batailles comme celles de la prise de Kisangani, une région riche en diamants et en Or ont été motivées par la présence des ressources naturelles.

La convoitise suscitée par les richesses minières plonge le pays dans une guerre des ressources. Roger DUMON³ : « les richesses minières ont financé les multiples guerres et différents conflits ethniques ». Les richesses naturelles n'auraient-ils pas servi plus à détruire le pays qu'à le construire ? Bien plus, durant la dernière décennie, bon nombre de fonctionnaires de l'Etat et

¹ I. Mughumalewa Kakombi, *idem*, p63/95

² GLOBAL WITNESS, *la paix sous tension : dangereux et illicite commerce de cassitérite dans l'Est de la RDC*, Rapport, juin 2005.

³ R. DUMON, *La forêt comme source d'énergie et d'activité nouvelle*, 2^{ème} édition, Masson, Paris, 1998,

beaucoup d'employés d'entreprises publiques et para étatiques (nouvelles unités, non mécanisés, non payés...), n'ont pas été payés après avoir rendu des services loyaux au pays.

Conclusion

L'évolution positive du Produit Intérieur Brut pendant la période 2013-2019 présage d'un avenir radieux. Cependant, cette évolution positive de quelques agrégats macro-économiques ne s'est pas accompagnée d'une amélioration des indicateurs sociaux du pays, la croissance économique ayant été tirée par un très petit nombre de branches d'activités dans des secteurs peu créateurs d'emplois pendant que le pays dispose d'un potentiel considérable pour la diversification de l'économie.

En effet, l'économie congolaise, depuis la période coloniale, est essentiellement orientée vers l'extraction des minerais dont regorge le sous-sol congolais et leur exportation à l'état brut. Le fait de baser son économie sur la production des biens qui ne sont pas consommés directement à l'intérieur du pays, l'expose aux variations de la situation économique mondiale, qui n'est pas toujours rose. Si la situation économique est morose, la demande des pays qui importent ces produits diminue, entraînant la baisse des prix. La dépendance aux ressources minières, dont les prix subissent régulièrement des fluctuations liées à la conjoncture économique mondiale, est donc une stratégie de développement incertaine pour tout pays, car personne ne peut prédire les chutes de prix, et la capacité de sortie de la résilience n'est pas garantie dans ce cas.

Pourtant, la RDC dispose d'atouts, d'opportunités et un potentiel considérable pour la diversification de l'économie, qui peuvent lui permettre de réaliser des avancées significatives et durables en matière d'amélioration des conditions de vie de sa population dans des secteurs énormes :

- Le pays dispose d'un potentiel agricole exceptionnel et de conditions climatiques favorables au développement de plusieurs spéculations agricoles, particulièrement dans les zones Centre et Est. Il faut développer les industries qui génèrent de la valeur ajoutée, dont les produits seront plus facilement demandés et consommés à l'intérieur du pays sur ce marché bien vaste : produits agricoles, de l'élevage, de la pêche, le tourisme, l'agroforesterie, l'exploitation des potentialités énergétiques, et la transformation des minerais localement.
- à part d'importantes ressources naturelles et humaines dont regorge le pays, la RDC occupe une position géostratégique propice aux gains de l'intégration régionale, mais n'a pas encore réussi à mettre en œuvre une dynamique de développement lui permettant de réaliser les transformations décisives et durables de son économie.

Et donc, la croissance économique ne peut remédier à la pauvreté que dans l'hypothèse où les mesures d'accompagnement y sont associées, telles que l'implantation des usines pouvant transformer les produits de l'exploitation sur place, l'ouverture des frontières nationales et l'exportation des produits finis.

Eu égard aux questions relevées dans la problématique, nous avons formulé une proposition de réponse de la manière suivante : « la croissance économique réalisée en RDC pendant la période 2013-2019 a été effective, mais elle n'a pas eu d'impact visible sur le vécu quotidien de la population »

Le grand défi pour les autorités et la population de la RDC est donc de sortir le pays de son état de fragilité et de le propulser à un niveau de développement à la mesure de ses potentialités. Tous doivent mettre sur pied une vision de développement adaptée à l'environnement et aux réalités du pays, permettant de créer et bien gérer de la richesse, et donc des revenus conséquents, afin de réduire significativement la pauvreté.

Cela nécessite notamment l'amélioration du climat des affaires (sécurité physique, sécurité juridique) qui encourage l'investissement aussi bien national qu'étranger et engendre un transfert des technologies, la création d'entreprises rentables et des emplois qui auront des effets immédiats sur la situation sociale des populations congolaises.

Bibliographie

Ouvrages scientifiques

- A.Crutzen, C.Delhalle, Cours d'Economie Politique, Wesmael-charlier, Belgique, 1985, p239/264
- J. Brémond, V.Merle, Marie-Martine Salort, Sciences économiques et sociales de première, Hatier, Paris, 1985, p134/384
- J.Muller, E.Rascol Sézérat, Economie : sciences et technologies tertiaires, Dunod, Paris 1993, p164/292
- I.Mughumalewa Kakombi., RDC, 12000km d'autoroutes macadamisées en une mandature, Edilivre France, août 2019, p95
- G.Bensaid, et al, La nouvelle donne mondiale des années 90, Ed. Nathan, Paris 1990
- R.Bénad, Economie générale, Hachette, Paris 1982, p97/222
- R. DUMON, La forêt comme source d'énergie et d'activité nouvelle, 2^{ème} édition, Masson, Paris, 1998,

Rapports et site web

- Banque Africaine de Développement, Document de Stratégie pays 2013-2017, Département Régional Centre (ORCE/CDFO), Juin 2013 ;
- GLOBAL WITNESS, la paix sous tension : dangereux et illicite commerce de cassitérite dans l'Est de la RDC, Rapport, juin 2005.
- RDC, MINISTÈRE DU PLAN, Note d'orientation stratégique de l'Étude prospective « RDC Vision 2035 », 2010.
- Site de l'Ambassade de France en République Démocratique du Congo, Mise à jour : 21.02.17
- BCC, Direction de Recherche et Statistiques, Service des Statistiques Economiques, déc 2019, p8/85
- BCC, Rapport annuel 2013 ; lettre du Gouverneur de la BCC au Président de la République ;
- BCC, Rapport annuel 2015 lettre du Gouverneur au Président de la république
- BCC : Rapport annuel 2018, lettre du gouverneur de la BCC au Président de la république,p5,
- BCC : Rapport sur la politique monétaire en 2019, p19
- [fr.wikipedia.org > wiki > Liste_des_pays_par_PIB_\(PPA\)_par_habitant](http://fr.wikipedia.org/wiki/Liste_des_pays_par_PIB_(PPA)_par_habitant)